

André Corten, Thomas Chiasson-Lebel, Catherine Huart et Éliane Chaput
18-10-2005

Cahiers des imaginaires No. 4

Résumé

L'imaginaire de la violence se forge dans la participation à la politique ; c'est dans cette participation qu'on se convainc du caractère inéluctable ou au contraire modifiable des contraintes imposées par l'État et plus largement par le contrôle social. On le fait en croyant à des nécessités objectives et transparentes, mais souvent aussi au jeu de forces invisibles.

À partir d'enquêtes d'opinion passées dans plusieurs pays d'Amérique latine et dans deux grandes catégories sociales – les habitants des quartiers paupérisés et les étudiants -, le présent texte essaie d'étudier comment se construisent les imaginaires de la violence. Dans un premier temps, on part de variables « simples » de type socio-démographiques. Ce faisant, on parvient à déconstruire certains clichés. On aboutit aussi à retenir certains traits et à dégager certaines images de politisation. Par exemple, le sens donné aux forces occultes est différent selon les âges et les catégories. Pour donner une figure cohérente à ces traits, on introduit, dans un second temps, la variable religieuse, dimension qui fera l'objet de la seconde partie de cette étude présentée dans les Cahiers des imaginaires N° 5.

Resumen

De la violencia a las fuerzas ocultas (1)
Imágenes de politización en América latina

El imaginario de la violencia se forja en la participación política; es a través de esta participación que la gente percibe los límites impuestos por el Estado y, de manera más general, por el control social, como ineluctables o, por el contrario, como maleables. Esta participación se lleva a cabo creyendo en las necesidades objetivas y transparentes, pero también en el juego de fuerzas invisibles.

A partir de encuestas de opinión aplicadas en varios países de América latina y a dos grandes categorías sociales – habitantes de barrios desfavorecidos y estudiantes –, este texto estudia cómo se construyen los imaginarios de la violencia. En primer lugar, partimos de variables “simples”, de tipo sociodemográficas, y logramos deconstruir algunos lugares comunes. Por otra parte, identificamos algunas características e imágenes de la politización. Por ejemplo, el sentido dado a las fuerzas ocultas es diferente según las edades y las categorías. Para obtener una figura coherente a partir de dichas características hemos introducido, en un segundo momento, la variable religiosa. Los resultados de esta segunda fase serán presentados en el N° 5 de los Cahiers des imaginaires.

Introduction

Dans la tradition hobbesienne, la violence est à la base du politique. C'est la peur de la mort qui pousse les êtres humains à passer une convention: une République est alors instituée et un pouvoir souverain établi. Même si la figure d'un pouvoir placé au-dessus de tous est la conséquence de cette peur, cette figure unitaire est abstraite. Sans doute Hobbes remet-il sur ses pieds le politique en recherchant le fondement de celui-ci non pas dans une finalité de l'homme déterminée par une loi naturelle, mais dans une passion bien concrète et centrale, la peur de la mort violente. Ordre et violence sont conçus comme des forces de gravitation. Il n'y a pas de place pour l'analyse de la construction sociale de cette peur et de l'imaginaire de la violence. Il est vrai que Hobbes retient l'éventualité d'« esprits invisibles », mais « tout le système de Hobbes, souligne Strauss, exige, pour fonctionner, la réduction ou mieux l'élimination de la crainte des puissances invisibles ». En évoquant ces puissances, l'auteur du Léviathan pense à des croyances de type religieux.

L'hypothèse théorique de départ de cette recherche est que la violence n'est pas un fait, mais un imaginaire. La politisation ne s'opère pas dans un clivage qui consiste à condamner ou à embrasser la violence, c'est-à-dire à se ranger dans des catégories qui ne sont pas nécessairement binaires, mais qui sont pré-définies. La politisation consiste plutôt à produire, pour emprunter la théorisation de Castoriadis, de « nouveaux renvois de signification » et le cas échéant à parvenir à saisir leur « logique » dans l'ordre topique d'un imaginaire politique. Si Hobbes voulait à juste titre sortir de l'intolérance religieuse et de l'atmosphère de guerre de religions, évacuer les forces invisibles risque bien de vider l'étude des renvois de signification de leur contexte de développement, en l'occurrence pour notre étude, ce ferment qui travaille l'Amérique latine : le courant évangélique.

Par ailleurs, à travers ce courant, s'exprime une nouvelle langue (proto) politique, seconde hypothèse de départ de notre étude. Au terme d'une vaste enquête dont on présente ici quelques résultats, nous arrivons à changer l'angle d'approche : le ferment évangélique agit sur une pâte, la société traditionnellement catholique. Au centre de cette pâte se tient la masse des paupérisés, ici étudiés en milieux urbains. Il s'en dégage, dans le rapport imaginaire à la violence, un nouveau profil de politisation qu'on essaiera de saisir dans un imaginaire politique dit de fixité. Il concerne de façon plus ou moins homogène les catholiques paupérisés. Par contre, les évangéliques, en particulier si on compare les jeunes et les moins jeunes, sont plus hétérogènes. On ne vérifiera pas ici la conjecture de « ferment », c'est-à-dire l'influence du mode hétérogène de politisation des évangéliques sur le caractère plus homogène des catholiques paupérisés.

À partir d'un matériel d'enquête, ce texte scrute, dans les images qui articulent la violence, les forces occultes et la participation à la politique, le mode de politisation de différentes catégories de la population de quartiers paupérisés de grandes villes latino-américaines. Au terme du dépouillement d'une vaste enquête d'opinion menée dans plusieurs pays d'Amérique latine, on est capable d'affirmer que les catholiques paupérisés (comparés aux évangéliques paupérisés et à un « groupe de contrôle »

étudiants) affichent un rapport singulier à la violence. Ils lui attribuent une signification de rudesse et de réalisme. Ils en ont moins peur. On peut ranger ces significations dans un imaginaire politique de « fixité », dans la mesure où les catholiques des quartiers paupérisés manifestent la conscience d'une population se sentant au centre de la société et à même de résister à des peurs incontrôlées ou à des influences non identifiées, voire occultes. Paupérisés certes, mais, dans leur imaginaire politique, ils ne sont pas marginaux. Si on parle souvent d'apartheid et d'exclusion sociale, la population quant à elle ne s'identifie pas avec cet imaginaire. Au contraire, elle tire sa force du pouvoir d'exprimer ensemble sa souffrance. Par leur place centrale dans les masses urbaines devenues majoritaires, les catholiques des quartiers paupérisés instaurent un mode de politisation qui régit sans doute les évolutions politiques. Méconnue, celle-ci est profondément sous-estimée.

La présente étude soulève des questions méthodologiques importantes. Pour capter le phénomène des imaginaires, on a l'habitude d'adopter des méthodes qualitatives du genre récits de vie. Dans la lecture de ces récits, on ne peut éviter de projeter sur l'autre son propre imaginaire. D'autre part, avec un instrument quantitatif formé de questions fermées, on se prive d'observer les renvois de significations faits individuellement. On se prive de tout accès à l'« imaginaire individuel ». On centre toute son attention sur des « imaginaires collectifs ». La simple distinction entre ces deux niveaux mériterait, à elle seule, tout un débat. Les « imaginaires collectifs » ne se donnent à voir qu'au terme d'interprétations. Le chercheur construit des imaginaires collectifs (notamment en rapportant, comme on le voit plus bas, les images signifiantes à des ordres topiques). La population range également ses images à travers des topoi, mais ceux-ci ne coïncident pas nécessairement avec l'ordre topique retenu par le chercheur. Dans cette démarche, nous avons gagé que ces constructions, apparemment plus pauvres, sont moins exposées à la projection de l'imaginaire du chercheur sur celui des populations étudiées. Elles procèdent de raisonnements rapportés en partie aux contextes sociaux et qui peuvent être discutés rationnellement par d'autres chercheurs (notamment des pays concernés) qui se pencheraient sur les mêmes données.

I. THÉORIE ET ENQUÊTE

Violence et refiguration de la politisation

Après avoir été au centre de la pensée politique avec Machiavel, Hobbes et plus récemment Schmitt, la violence politique est souvent considérée dans la littérature contemporaine comme l'expression du dysfonctionnement de l'État de droit. Selon la formule consacrée, un État stable est celui qui parvient à conserver le « monopole de la contrainte physique légitime ». Si Max Weber attachait à la violence une importance certaine, c'est à la légitimité et à la croyance (croyance en la tradition ou en la légalité – selon le type de domination) qu'il attribuait la stabilité de l'État. La violence n'est plus vue comme constitutive du politique – sinon comme violence légitime.

Carl Schmitt a été un élève de Weber. Mais dans une critique du parlementarisme libéral, il montre les limites de cette légitimité qui, dit-il, se réduit souvent à la légalité. Pierre

Bourdieu qui place aussi Weber parmi ses grands inspirateurs, a abordé la question sous un autre angle avec son concept de « violence symbolique ». Le concept de « violence symbolique » converge avec toute une réflexion, en partie sociologique, attribuant la violence au « contrôle social ». Le monopole de la violence par l'État fait, dit-on, que toute forme de contrôle social est en quelque sorte violence. Plus spécifiquement encore, on parle de « violence structurelle ». En Amérique latine, l'expression de « violence structurelle » est empruntée pour légitimer l'usage de la violence et de la lutte armée. La voix et l'image de Camilo Torres en restent l'emblème. Déjà au début du 20^e siècle, Sorel avait eu recours à un raisonnement analogue, pour revendiquer avec plus de franchise l'usage du terme de violence par les révolutionnaires: « Nous dirons donc que la force a pour objet d'imposer l'organisation d'un certain ordre social dans lequel une minorité gouverne tandis que la violence tend à la destruction de cet ordre » .

La présente étude ne prétend pas suivre l'évolution des doctrines sur la violence. Il ne vise pas non plus à repérer dans les opinions de milieux déterminés des catégories prédéfinies, considérant la violence comme un dysfonctionnement ou comme un impératif de résistance face au contrôle social. Il n'est pas question de ranger la population par rapport à des doctrines passées ou présentes. Il s'agit plutôt de déconstruire le « fait » de la violence et repérer celle-ci dans des fragments de parole. De tenter ensuite d'interpréter comment ces fragments se rapportent à des imaginaires de contrôle social. Suivant Castoriadis, le contrôle social n'est pas une force brute, elle est un imaginaire institué. Dans un troisième temps, on examine la politisation, telle qu'elle se présente dans la spécificité propre à chaque milieu social, comme réaction à cet imaginaire. On examine la politisation. En partant du social, on peut voir comment le politique s'institue. On peut identifier la forme de cette participation à l'institution du politique à travers la découverte de formes inédites d'imaginaire politique.

Partir du social, du contrôle social. Le contrôle social se fait en Amérique latine en partie à travers le religieux. Depuis un quart de siècle, ce contrôle a été altéré par l'expansion d'un nouveau mouvement religieux effervescent et touchant en moyenne 10% de la population et près du tiers des pratiquants. C'est le pentecôtisme ou plus largement les évangéliques (incluant les protestants plus traditionnels). En effet, à côté d'une population profondément prise par une tradition de religiosité populaire catholique, s'est affirmé, depuis les années 1980, un courant dissident, ayant dans la société tout un réseau d'institutions propres – médias, œuvres sociales, partis politiques .

La différence de contrôle social engendre-t-elle des formes également différentes de politisation et d'imaginaire politique? Des fragments de parole tels qu'ils circulent dans la réponse par ACCORD ou par DÉSAccORD à des énoncés ne donnent pas accès directement à l'institution du politique. Tout au plus des énoncés peuvent capter un certain type de participation à « la » politique ou plus largement une attitude « civique », une marque d'intérêt pour la chose publique.

L'objet de ce texte est d'examiner comment les formes de contrôle social et le débordement de celles-ci sont vécues dans des images où s'articulent violence, participation à la politique et forces invisibles. On est ici dans la quotidienneté d'énoncés

bien concrets (voir tableau 1). Les répondants sont invités à répondre par ACCORD ou par DÉSAccORD ou encore à s'abstenir. Notre hypothèse méthodologique est que, à partir des différences de réponses entre catégories (catholiques/évangéliques, étudiants/paupérisés, jeunes/moins jeunes, hommes/femmes), se configure des renvois de significations. Certes des interprétations doivent être produites pour identifier ces renvois. Dans ce travail d'interprétation (contrôlé par la rigidité des chiffres), les renvois de signification sont évalués dans leur rôle d'imaginaire instituant. Bien que restant très près de l'examen des catégories et sous-catégories, l'analyse est articulée à un dessein méthodologico-théorique : identifier concrètement les imaginaires de la violence comme instituant du politique.

Plus de quinze cents questionnaires d'enquêtes (1638 exactement) ont été passés dans cinq pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili, Mexique, Venezuela) dans des milieux urbains paupérisés et parmi des étudiants d'universités publiques et catholiques. Le présent texte ne porte pas sur la comparaison entre pays. Cette comparaison a été entamée dans un autre texte. Il porte sur la comparaison des catégories à travers lesquelles s'opère le contrôle social : en premier lieu l'appartenance religieuse, mais aussi le sexe, l'âge et le niveau d'éducation. Dans la mesure du possible, ces variables sont croisées. Comme on le verra en détail en annexe 1, bien que les répondants n'aient pas été sélectionnés selon une méthode probabiliste, le caractère fortuit du choix des répondants permet de penser que les différences de réponses entre les catégories représentent des différences réelles dans les populations correspondantes. En annexe 2, on trouvera le mode d'élaboration du questionnaire. Les énoncés retenus pour la présente analyse sont par contre présentés immédiatement dans le texte (voir tableau 1). En annexe 3, un avertissement est donné concernant la validité des résultats et des interprétations.

Imaginaire politique ou l'ordre de rangement des renvois de sens

En élaborant le projet de recherche dont les présents résultats d'enquête sont issus, on était parti d'une certaine conceptualisation des imaginaires politiques. Celle-ci a conditionné la définition des variables et le choix d'un certain nombre d'énoncés (voir annexe 2). L'objectif de l'analyse produite ici n'est cependant pas de retrouver des ordres topiques conçus dans nos recherches antérieures. Il s'agit d'identifier des renvois de significations et dans un second temps de tenter de refigurer ces renvois dans un imaginaire politique inédit.

Qu'entendons-nous par imaginaire politique? On entend par là un ensemble de significations qui, à travers les renvois de sens, sont régies par un ordre topique de représentation (topos, forme de rangement) et qui aboutissent à un surinvestissement sur un objet, un mot ou une personne. Pensons à réconciliation d'un côté (voir Q. 38), et à violence de l'autre (voir Q. 39 & 45). Réconciliation, retrouver une unité perdue, le surinvestissement sur une unité retrouvée n'est possible que si est mise en évidence l'horreur de l'injustice, c'est-à-dire si l'ordre topique est dévoilé par renvoi de significations. Dans la logique hobbesienne, la violence est vécue comme la guerre de tous contre tous, mais elle produit un renvoi de sens au Léviathan qui est l'unité de la République. Néanmoins, le seul fait d'acquiescer à un énoncé où il est question de

violence ne produit pas immédiatement un renvoi de sens et n'inscrit pas nécessairement dans un ordre topique. L'expression « renverser une dictature » (voir Q. 55) répond également à ce double critère : « renverser » se conçoit à travers l'image d'un plan où quelque chose de dressé est plié. Le renvoi de sens qui permet de penser à un ordre topique s'observe lorsque la tyrannie est stigmatisée. C'est le cas pour Pinochet ou Videla, on verra par contre que ce n'est pas le cas au Venezuela pour la dictature de Marco Pérez Jiménez (1948-1958). L'imaginaire du renversement de la dictature se surinvestit dans l'image d'un palais présidentiel pris d'assaut, supposant par là un changement radical. Prenons aussi cet énoncé : « Les disparus (politiques) sont victimes d'un crime impardonnable » (Q. 29). L'implicite de l'énoncé qui suggère un imaginaire politique est que « renverser », « tuer », aux yeux de tous est de l'ordre du politique et que le cacher ne respecte pas les règles du politique. Ici le surinvestissement de sens est particulièrement fort, le « disparu » est la représentation de l' « absent ». L'ordre topique se déroule sur l'axe sémantique « visible » (politique)/« invisible » (absent). Prenons un dernier exemple d'énoncé : « L'État est l'ennemi du peuple » (Q. 60). On y relève une représentation topique sur un plan opposant d'un côté l'État, de l'autre le peuple, le terme ennemi les opposant aux deux pôles d'un axe sémantique. Ici on relève un surinvestissement sur chacun des pôles. Pour cela, il faut néanmoins une répartition des réponses qui soit non seulement plus ou moins équilibrées entre oui et non, mais également distribuées de façon différente selon les catégories (on le verra, les étudiants refusent massivement cet énoncé, tandis que les catholiques « paupérisés » l'acceptent pour plus du tiers d'entre eux). Peuple et État sont surinvestis de sens, mais de façon très différente selon les catégories.

Cerner des imaginaires, c'est donner une signification transitoirement stable à des renvois de sens. Le chercheur tente d'arrêter le flux des significations et de reconnaître dans celui-ci un ordre. Pour ce qui concerne les imaginaires politiques, c'est les référer, selon notre définition, à un ordre topique. Cet ordre topique n'est pas seulement un construit de l'imagination du chercheur, mais peut être repéré dans une anthropologie plus générale de l'imagination. Les renvois de sens s'appuient sur des images signifiantes émergeant à travers le lexique des énoncés : « disparus », « ennemi », « rassemblement dans la rue » ou « palais présidentiel ». Dans des circonstances exceptionnelles, ces images signifiantes sont surinvesties et donnent la perspective de nouvelles relations hégémoniques. Les images signifiantes permettent de donner un contenu concret à partir duquel « imaginer » et élaborer certaines interprétations.

Pour en revenir aux questionnaires, les réponses aux énoncés ne peuvent pas être qualifiées d'imaginaires politiques. Ce n'est qu'en ordonnant les renvois de sens selon un ordre topique qu'on peut y parvenir. L'imaginaire politique est à cet égard d'abord un cadre de compréhension du chercheur. Si, en suivant ces considérations sur la notion d'imaginaire et sur le surinvestissement de sens, il est possible d'attribuer une signification transitoirement stable aux énoncés, cette stabilisation, répétons-le, est d'abord (mais pas exclusivement) dans l'esprit du chercheur. Les renvois de significations ne relèvent pas principalement d'un examen sémantique de ce que veulent dire ou de ce que comprennent les répondants (quoiqu'il soit impossible de s'en détacher totalement et

même de se dispenser de les commenter), il est une interprétation à partir des différences significatives observées selon les catégories.

Les interprétations ne procèdent pas d'intuitions sur le sens caché des réponses des enquêtés. Elles relèvent de la recherche d'explications à partir de données que n'importe quel chercheur pourrait en principe reproduire et en fonction d'un cadre contextuel sur lequel un consensus raisonné peut se faire. En fait, plus que des données, c'est des différences significatives entre les catégories que les renvois de significations sont inférés.

Comment justifier de façon raisonnée le choix de ces catégories? Les sociologues ont l'habitude de partir de variables démographiques ou socio-professionnelles. Cette habitude procède de la tradition durkheimienne qui veut que ces variables traduisent des processus du contrôle social. C'est à travers l'âge, le sexe, le milieu professionnel ou confessionnel que s'exerce le contrôle social. Pour échapper à une appréciation normative sur la violence et à une tendance à vouloir reconnaître dans les attitudes des catégories pré-définies (autoritaire, citoyenne, etc.), nous pensons que cette référence à l'imaginaire institué (du contrôle social) est une stratégie adéquate. Le contrôle social est un kaléidoscope de l'imaginaire de la violence. Reprendre les variables qui en sont les marques instituées est une démarche logique.

On commencera par des variables socio-démographiques. Celles-ci paraissent à première vue simples. Après les avoir décomposées, il est possible d'aborder des variables plus complexes dont la variable religieuse. Les femmes fréquentent plus les églises, au contraire l'éducation la fait désertier. Il faut en tenir compte. Dans une seconde étape, en examinant les variables complexes (l'appartenance religieuse est plus complexe dans la mesure où par exemple on ne peut pas savoir au départ si c'est la pratique religieuse qui compte ou l'appartenance à une certaine « culture »), on arrive à dégager des profils qui indiquent en pointillé un mode de participation à l'institution du politique. Ces profils ne correspondent à aucune catégorie pré-définie. On peut les ranger dans des ordres topiques et les identifier comme imaginaires politiques. Ceux-ci permettent de saisir des formes spécifiques de politisation. Une figure singulière émerge là où on ne l'attendait pas : parmi les catholiques de quartiers paupérisés urbains.

Trois blocs de questions

Afin de faciliter l'analyse des réponses compilées, nous allons regrouper les questions d'opinion qui nous intéressent sous trois grands thèmes : la violence, les positions politiques et les représentations de la réalité concernant les forces occultes et la persécution (voir Tableau 1). En fait, il ne s'agit que d'un dispositif d'exposition qui ne correspond par hypothèse à aucun axe sémantique nécessairement distinct. On ne présuppose aucun « contenu de sens » (voir annexe 2).

Le premier bloc contient les affirmations sur la violence dans l'univers politique, dans la nature humaine et dans les conditions de vie, ainsi que de la nécessité d'user de la violence pour résoudre certains problèmes sociaux ou politiques, ou d'user de la force du

mouvement populaire pour renverser une dictature. Y est inclut la perception de la violence dans les quartiers.

Le deuxième bloc aborde une série d'énoncés comme la question qui reprend l'axiome de Carl Schmitt selon lequel, dans une situation exceptionnelle, seul le Président doit décider. Nous l'appellerons par la suite l'énoncé schmittien. Ce bloc contient aussi les énoncés abordant les thèmes suivants : le jugement des dictateurs et la réconciliation nationale, la fonction du politique dans la résolution des problèmes, l'action comme levier de changement du politique et la position des pays étudiés face aux pays « riches ». La référence au thème de la violence est moins directe, mais, du point de vue du politologue, présente.

Finalement, le troisième bloc (initialement puisé dans notre jeu de variables) concerne des questions qui mettent en opposition deux concepts comme descripteurs de la réalité : les forces occultes versus la loi et la transparence versus la corruption. Comment décririez-vous la réalité, était-il demandé, face à plusieurs paires de mots (Q. 83, 85, 89)? La loi est la coercition du contrôle social, les forces occultes réfèrent à une violence sous-jacente.

Tableau 1.

Énoncés analysés, leur numéro dans le questionnaire et leur bloc d'appartenance

Q. Énoncé de la question Bloc

27 Les pays étrangers sont riches parce qu'ils volent nos richesses Politique

29 Les disparus (politiques) sont victimes d'un crime impardonnable Politique

32 Il y a des choses qui n'ont de solution qu'au niveau politique Politique

33 Dans certains quartiers, les conditions de vie sont aussi mauvaises qu'en prison
Violence

38 Il est préférable de ne pas juger les anciens dictateurs parce que cela empêche la réconciliation nationale Politique

39 Parfois il faut accepter la violence pour résoudre les problèmes sociaux et politiques
Violence

44 On ne peut rien faire pour changer la société Politique

45 La violence est naturelle aux être humains Violence

46 Le fait que certains quartiers sont sûrs et d'autres violents accroît l'inégalité entre les gens
Violence

55 Aujourd'hui, le mouvement populaire ne peut pas renverser une dictature Violence

60 L'État est l'ennemi du peuple Politique

63 Il faut agir pour changer la politique Politique

67 Dans une situation d'exception, seul le Président peut agir (question schmittienne)
Politique

71 Manifester publiquement dans la rue n'est pas une façon d'exprimer notre souffrance
Politique

72 Exprimer ensemble notre souffrance peut faire changer les choses Politique

73 Le chef d'État doit être comme nous (humble) Politique

83 Pour décrire la réalité, vous parleriez ? de forces occultes ou de la loi Forces

85 Pour décrire la réalité, vous parleriez ? de transparence ou de corruption

Forces

89 Pour décrire la réalité, vous parleriez ? d'envie et persécution des voisins ou de forces de l'ordre (de l'État) Forces

II. VARIABLES SIMPLES : GENRE, ÂGE ET ÉDUCATION

Les variables socio-démographiques étaient une composante de la construction par quota de l'échantillon. On a donc, par construction de l'échantillon, une distribution globalement égale entre femmes et hommes, jeunes et moins jeunes et habitants de quartiers paupérisés et étudiants.

Les tableaux du croisement des réponses en fonction de ces variables ont été analysés de façon systématique. Dans un premier temps, sont présentées ici les différences significatives (selon notre critère de différence de 10% : Voir annexe 3) selon ces variables. La lecture de l'examen de ces différences peut paraître ingrate. Les quelques graphiques présentés dans le texte visent à rendre plus abordable cette lecture, mais n'ont qu'une fonction illustrative. Dans un second temps, est synthétisée l'analyse des constructions sociales qui se dégagent de l'analyse des données. Cette partie qui conduit aux résultats de l'enquête est mise en italique.

Genre : résistance au modèle de « la femme douce »

Bloc 1, Violence

Dans la tradition hobbesienne, l'État moderne est basé sur le pacte entre ceux qui craignent la violence de leurs semblables. Implicitement, cette violence était considérée comme masculine et c'est pourquoi seuls les hommes étaient supposés avoir passé ce pacte. Cela a longtemps justifié un suffrage « universel » réservé aux hommes. Parmi les idées reçues, continue à circuler l'opinion selon laquelle les hommes et les femmes se distinguent nettement dans leur attitude vis-à-vis de la violence. L'image de la « femme douce » fait partie de ce qu'on appelle la construction du genre. Comme on le verra, cette construction n'est pas la même en milieu étudiant qu'en milieu paupérisé.

Au moins sur un point, il est exact qu'apparaît une différence très nette entre les hommes et les femmes de notre échantillon. C'est au sujet du caractère naturel de la violence. À propos de l'énoncé (Q. 45, voir graphique 1) qui affirmait que la violence est naturelle chez les êtres humains, les femmes répondent moitié pour, moitié contre tandis que la proportion des hommes est de deux tiers pour et un tiers contre. Avant d'analyser plus en détail ces réponses, attirons l'attention sur le fait que la relation inférée à partir de Hobbes sur le manque d'implication politique ne se vérifie pas en ce qui concerne nos catégories. En effet, ce n'est pas parce que les femmes adhèrent moins à une image de la violence qu'elle s'implique moins dans la politique.

Graphique 1

La différence d'attitude entre femmes et hommes pourrait être due à une ou plusieurs variables tierces comme l'éducation, la pratique religieuse ou l'âge. On le verra plus loin,

l'éducation semble jouer puisque 60% des jeunes paupérisés marquent leur accord avec l'énoncé sur la violence naturelle contre seulement 50 % des étudiantes. Mais le croisement âge /sexe/ éducation fait apparaître un phénomène surprenant : les étudiantes n'adhèrent qu'à 41% à l'énoncé tandis que les étudiants garçons, au contraire, y adhèrent à 60%. Une autre tendance apparaît avec l'âge : 55% des femmes de 40 ans et moins considèrent la violence comme naturelle chez les être humains tandis que seulement 44% des femmes de plus de 40 ans acquiescent à l'énoncé. Un même écart existe entre les hommes des mêmes catégories d'âge, mais à un niveau supérieur. En effet, 70% des hommes de moins de 40 ans sont d'accord en comparaison avec 58% des hommes de plus de 40 ans. À noter que si on met la frontière à 30 ans – ce qui est fait ailleurs dans l'analyse – les différences d'opinions entre les deux groupes de femmes disparaissent. L'énigme ici est formée par l'attitude des étudiantes qui se distinguent fortement des jeunes paupérisées, alors que cette différence n'apparaît pas chez les garçons.

Sur la question de savoir s'il faut parfois accepter la violence pour résoudre des problèmes sociaux ou politiques (Q. 39), les différences s'amenuisent : 17% des femmes disent oui contre 26% des hommes. Là aussi, comme on le verra plus loin, l'éducation joue à nouveau en raison des réponses des étudiantes : 12% des étudiantes sont d'accord contre 25% pour les étudiants garçons. Cependant, pas plus pour les jeunes femmes que pour les jeunes hommes paupérisés, l'âge ne constitue un facteur de démarcation. Par rapport à l'énoncé « le mouvement populaire ne peut plus aujourd'hui renverser une dictature » (Q. 55), les jeunes femmes se signalent par le fait qu'elles sont moins nombreuses que leurs aînées à accepter l'énoncé de la Q. 55 par lequel on se laisserait imposer la violence d'État : 10% des étudiantes, 22% des jeunes femmes des quartiers paupérisés contre 32% des femmes de plus de 40 ans des mêmes quartiers.

En général les jeunes femmes des quartiers paupérisés ont une attitude qui tranche avec celle des étudiantes. Comment l'expliquer? Le système d'éducation inculque l'image de la femme non-violente, voire l'image de la femme douce. Il faut pourtant relever qu'il n'y réussit pas parfaitement, puisque, même parmi ces étudiantes, près de la moitié considèrent que la violence est dans la nature humaine. Par contre, et c'est ce qui est le plus important pour notre analyse, les données concernant les étudiantes mettent en relief que les femmes jeunes des quartiers paupérisés ne reflètent pas le modèle de la femme douce. On s'en souvient : 55% considèrent que la violence est naturelle chez l'être humain contre 39% qui pensent le contraire. C'est sur la base de leur expérience de vie qu'après 40 ans, certaines en arrivent à modérer leur jugement.

Notons que l'imaginaire de la violence s'accroche facilement aux conditions de vie dans les quartiers. La violence serait particulièrement grande dans les quartiers paupérisés. Les réponses aux deux questions sur le sujet (Q. 33 et Q. 46) traduisent effectivement cet état d'esprit : réponse massive pour indiquer l'insécurité. Cependant les différences entre femmes et hommes n'apparaissent pas comme significatives. Tout au plus, on relève une différence selon l'âge.

Bloc 2 Politique

Les attitudes des femmes et des hommes face au politique semblent se rejoindre la

majorité du temps. Par exemple, les femmes acceptent à 25 % la proposition schmittienne (Q. 67) selon laquelle en situation d'exception, c'est au Président seul de décider, alors que les hommes sont un peu plus nombreux - 31%. Cette différence n'est pas retenue ici comme significative. Pour les autres questions concernant la politique, le traitement en fonction du genre ne fait apparaître aucune tendance saillante, sauf pour la question des disparus (Q. 29). Les femmes de 30 ans et plus des quartiers paupérisés se distinguent par le fait qu'elles sont les deux tiers à considérer que c'est un crime impardonnable, alors qu'un peu plus de la moitié des autres catégories le pensent aussi. Elles sont également plus nombreuses à dire, par rapport aux jeunes femmes des mêmes quartiers, qu'on ne peut rien faire pour changer la société » (Q. 44) (32% contre 23%).

Bloc 3 Forces occultes et persécution

Enfin, lorsqu'il est demandé de décrire la réalité par la prédominance de la loi ou des forces occultes (Q. 83) et de la corruption ou de la transparence (Q. 85), aucune différence réelle d'opinion n'est perceptible. De plus, lorsqu'il est demandé de choisir entre l'envie et la persécution entre voisins ou les forces de l'ordre comme décrivant le mieux la réalité (Q. 89), on ne relève pas nettement à travers les réponses une construction de genre. Les différences d'opinions relevées entre les deux sexes passent de faible à nulle. Tout au plus, il y a des différences dans les « sans opinion ».

On note en effet, parmi les étudiantes, une attitude récurrente de sans opinion et cela aux trois questions. Les sans opinions s'élèvent à 25% sur une moyenne totale, toutes catégories confondus, de 10%. On constate une tendance comparable pour certaines questions politiques comme la question schmittienne (Q. 67). On dira donc que, pour la catégorie étudiante, la résistance à la construction du genre sur le modèle de la « femme douce » est plus faible et qu'une légère inférence peut être observée quant à un plus grand retrait du politique.

En bref, dans l'analyse de la construction du genre, on peut dégager deux pôles, celui de la jeune femme de quartiers paupérisés et celui de l'étudiante. Pour la première, la nature humaine est violente, mais il faut parfois s'en servir pour changer les choses. Les renvois de sens laissent percevoir un ordre topique marasme - changement. Pour l'étudiante, au contraire, le point de vue sur la nature humaine est plus optimiste. Elle est cependant très réticente à employer la violence pour résoudre certains problèmes sociaux et politiques. Elle ne se laisse pourtant pas imposer la violence d'État. La violence contient des renvois de sens qui sont distincts à l'intérieur même de la catégorie femme, renvois de sens plutôt positifs ou plutôt négatifs. Cette construction en deux pôles confirme qu'il n'y a pas un comportement de « la » femme de par sa nature. Il y a bien une (ou plusieurs) construction (s) du genre. Cette bipolarité ne peut se dégager qu'en tenant compte du fait que le clivage, pour les jeunes femmes de quartiers paupérisés, s'opère autour de 40 ans. Les femmes de 30 à 40 ans se rapprochent plus des femmes de 30 ans et moins que de celles de la tranche supérieure. La construction du genre passe ainsi par l'âge.

L'image des jeunes violents

Bloc 1 Violence

Articulée sur deux préconstruits, l'image des jeunes violents fait partie des préjugés. D'une part, les jeunes sont supposés être plus valides physiquement, plus forts, et à cet égard plus dangereux. D'autre part, les jeunes sont présumés moins encadrés par des standards de tolérance et de conciliation. Dans la transformation de l'imaginaire de violence d'État en celui d'une violence semi-privatisée qui caractérise la période actuelle, l'image des jeunes occupe une place non négligeable. Les délinquants sont des jeunes! Il est donc particulièrement intéressant de regarder ce que donnent les résultats d'enquêtes. Or, si pour certains énoncés les jeunes acceptent plus facilement l'idée de la violence (ce qui est, dans un certain imaginaire, un signe d'ailleurs de politisation), on peut dire que les résultats sur la variable âge bousculent les idées reçues.

Commençons par la question sur la violence comme recours pour résoudre les problèmes (Q. 39). En fait, aucune différence selon l'âge n'est observée dès lors qu'est neutralisée la variable éducation, qui est, elle-même, peu déterminante. Les étudiants sont moins nombreux à envisager le recours à la violence pour résoudre des problèmes sociaux ou politiques (17% contre 25%), mais la différence n'est pas significative. La différence est nulle lorsque l'on effectue des comparaisons entre les catégories d'âge 30- et 31+ des paupérisés.

Par contre, à propos de l'énoncé selon lequel la violence est naturelle pour les êtres humains (Q. 45), la différence selon l'âge joue mais seulement à partir de 41 ans (dans le graphique 1, on l'avait relevé, mais en distinguant la population étudiée selon le sexe). En même temps influe l'éducation. Jusqu'à 40 ans, 60% trouvent la nature humaine violente tandis que ce n'est le cas que de seulement 45% des étudiants et 42% des 41 ans et plus. Notons aussi que les plus pratiquants (catholiques ou évangéliques) sont aussi portés à trouver la nature humaine moins violente.

Une certaine différence, quoique peu marquée, apparaît lorsque l'on analyse les résultats de l'énoncé selon lequel « aujourd'hui un mouvement populaire ne peut pas renverser une dictature » (Q. 55). La réponse significative ici est celle qui marque une opposition à cet énoncé. En effet, ils sont plus de 50% contre, alors que 20 % seulement se laissent convaincre par l'énoncé. Or, si on constate des différences marquées selon l'éducation et la religion, la différence selon l'âge n'apparaît que légèrement pour ceux qui acquiescent à l'énoncé. Les moins jeunes se laissent d'avantage convaincre par l'énoncé et intériorisent le caractère implacable de la violence d'État (30% contre 22%). Par contre, la différence disparaît complètement lorsque l'on considère les réponses de désaccord. Celles-ci demandaient aux répondants plus de détermination. Les jeunes, comme les moins jeunes, rejettent résolument l'énoncé.

Dans une proportion de 70%, les jeunes croient que les conditions de vie des quartiers paupérisés rendent ces lieux comparables à des prisons (Q. 33). Ceux qui ont 40 ans et plus semblent en partie s'habituer à cette situation. Ils répondent oui à l'énoncé à 60%. Ce faisant, les jeunes sont en quelque sorte plus sévères vis-à-vis des conditions de vie (violentes) que leurs aînés. Aussi, on ne voit pas du tout se dégager une image positive de la violence, en l'occurrence une image l'inscrivant dans un ordre topique de changement.

Au contraire, les jeunes semblent porter le poids de l'insécurité et du marasme plus que les autres.

Bloc 2 Politique

Bien que l'on observe de forts contrastes selon d'autres variables, on ne constate pas, chez les habitants des quartiers paupérisés, de différences marquées par âge pour la question schmittienne (Q. 67) selon laquelle dans une situation exceptionnelle, seul le Président doit prendre la décision. Par contre, pour cet énoncé, les étudiants se distinguent nettement avec 15% de réponses affirmatives (contre 40% chez les paupérisés).

Sur la question État ennemi du peuple (Q. 60), on ne relève pas non plus de différences marquées par âge parmi les habitants des quartiers paupérisés, même si, à nouveau, les étudiants se distinguent (75% des étudiants répondent que non contre 47% des paupérisés).

L'âge est tout de même déterminant pour une question de ce bloc. Ainsi, seulement 34% des jeunes paupérisés croient que juger un dictateur peut nuire à la réconciliation nationale (Q. 38) alors que les plus âgés ont plus volontiers cette crainte (dans un pourcentage de 46%). Par contre, pour les affirmations du type « il y a des choses qui n'ont de solution qu'au niveau politique » (Q. 32), « il faut agir pour changer la politique » (Q. 63) et « les pays étrangers sont riches puisqu'ils volent nos richesses » (Q. 27), l'âge est beaucoup moins déterminant que ne peuvent l'être les variables de l'éducation et surtout, de la religion.

Bloc 3 Forces occultes et persécutions

Au sujet des trois questions concernant les forces occultes versus la loi, la corruption versus la transparence (Q. 85) et l'envie des voisins versus les forces de l'ordre (Q. 89), on constate une attitude nettement différente selon l'âge. Le graphique 2 présente la courbe pour la Q. 83 mais la tendance est analogue pour la Q. 85. On observe une progression décroissante de tranche d'âges à tranche d'âge. En résumé, les jeunes croient à 46% que les forces occultes représentent mieux la réalité (contre 36% pour les plus âgés), à 74% que la corruption représente mieux la réalité (contre 56% pour les plus âgés) et à 59% que les forces persécutrices représentent mieux la réalité (contre 44% pour les plus âgés). Cette même tendance pour les trois questions est très significative.

Graphique 2

Avant d'aller plus loin deux remarques s'imposent. Il est difficile de savoir si les répondants considèrent que la transparence (Q. 83) devrait prévaloir ou prévaut dans la réalité. De même la question de savoir si les répondants voient les forces de l'ordre (Q. 89) comme positives ou négatives reste ouverte. En fait, plus fondamentalement, on ne peut pas présupposer qu'il existe dans l'opinion collective une distinction claire entre un énoncé de fait et un énoncé déontique (devoir être). Constate-t-on que la transparence règne ou qu'elle devrait régir les comportements? Cette interrogation pouvant être un argument pour mettre en doute la validité de résultats quantitatifs, nous pousse plutôt à

chercher dans l'imaginaire collectif des lignes de clivage qui ne respectent pas nécessairement des distinctions logiques.

Un autre point concerne le sens à donner aux forces occultes et peut-être aussi aux forces persécutrices (envie des voisins). Pour les répondants, les forces occultes sont cachées, dissimulées, cela ne leur accorde pas automatiquement un caractère religieux ou métaphysique. On peut ainsi supposer que si de très jeunes croient plus volontiers aux forces occultes, c'est parce qu'ils ont plus volontiers une lecture de la société en termes de corruption.

Ceci étant dit, on relève dans ces réponses allant toutes dans le même sens une politisation particulière des jeunes des quartiers défavorisés. Politisation entendue dans le cadre d'un imaginaire politique qu'il convient maintenant d'essayer d'expliquer. Ces jeunes ne croient pas à une scène politique régie de façon rationnelle. Ils ne croient pas que ce soit le cas, ils ne croient peut-être même pas que cela puisse être et que cela soit désirable. Dans une vie qui est souvent chaotique du fait des décrochages scolaires, du chômage, des mésententes familiales et conjugales, ils ont des difficultés à échapper à des images de forces persécutrices. L'effort ne donne rien; on rend responsable des forces exogènes, voire mystérieuses.

En résumé, les jeunes des quartiers paupérisés ne cultivent pas un imaginaire positif de la violence. Il est rarement vu comme une manière de résoudre des problèmes sociaux ou politiques. Cet imaginaire plutôt négatif ne leur est que peu utile pour porter un jugement sur la société. À un premier niveau, on pourrait dire qu'ils évaluent mal la signification de la violence au plan politique. Le seul énoncé où ils font preuve d'une certaine clarté (et différence d'avec les autres catégories) concerne l'impunité des dictateurs au nom de la réconciliation. Ce n'est pas la violence ouverte qui fait peur aux jeunes, c'est des forces obscures qui peuvent aussi bien se trouver dans l'envie du voisin que dans des démons mal identifiés. En fait, les jeunes placent la violence dans un ordre topique marqué par l'axe visible/invisible. Il n'est pas certain non plus que les jeunes aient toujours un point de vue négatif sur ces forces parallèles. Dans leur esprit, pour sortir de la misère, il faut peut-être en passer par là. On pourrait dire que, pour cette catégorie de l'échantillon, on observe un déplacement du sens positif ou négatif donné à la violence vers un sens positif ou négatif donné à ces forces parallèles. L'imaginaire est toujours ondoyant, positif/négatif, appréciatif/déontique. Par rapport au modèle hobbesien, on relève ainsi résolument un autre modèle de représentation du politique. Dans des travaux antérieurs (qui ont orientés nos hypothèses de départ), il avait été désigné par l'expression d'imaginaire politique des forces invisibles.

L'image de la violence produit d'un manque d'éducation

L'école est, selon l'expression althussérienne, un appareil idéologique d'État. Elle est supposée avoir un rôle décisif pour l'inculcation de la croyance dans le bien fondé de l'expression pacifique des frustrations et dans le caractère bénéfique de l'État. En comparant des répondants de milieux paupérisés, généralement peu éduqués, à des étudiants, on devrait pouvoir cerner cette image.

Cependant les étudiants, ayant été pris comme « groupe de contrôle », il pourrait se faire que leurs réactions aux énoncés soient dictées tout autant par leur appartenance de classe que par le facteur d'encadrement idéologique procuré par l'éducation. Effectivement, dans l'état actuel de notre analyse, les résultats sur les étudiants doivent d'abord être retenus pour singulariser les « paupérisés » et jouer comme « groupe de contrôle ».

Dans la présente analyse, on tentera d'identifier à quoi renvoient les réponses des paupérisés lorsque, dans certains cas, ceux-ci sont moins nombreux à refuser absolument la violence. Et s'ils ne le font pas, pourquoi? À partir de là, on tentera de cerner les imaginaires correspondants. En d'autres mots, on ira au-delà de l'hypothèse de la fonction normalisatrice de l'éducation. Les étudiants sont plus portés à respecter un ordre démocratique formel (par exemple la manifestation publique dans les rues). Derrière cette façade, que peut-on relever? L'ordre topique serait alors : la violence peut être représentée dans des manifestations pacifiques de rue.

Bloc 1 violence

On l'a vu plus haut, une certaine différence d'opinions entre les étudiants et les « jeunes » paupérisés s'observe sur la question de savoir si la violence peut parfois résoudre des problèmes sociaux ou politiques (Q. 39). La différence n'est cependant pas particulièrement importante (8%). Au contraire, le fait que la population des quartiers paupérisés soit presque aussi défavorable à la violence que celle des étudiants universitaires exige un questionnement plus approfondi. Pour le moment, notons que la proportion de sans opinion et de sans réponse est faible : 8%. La réponse apparaît être faite en toute lucidité.

Par contre, une nette différence apparaît au sujet du caractère naturel de la violence (Q. 45). Sous réserve de ce qui a été dit plus haut concernant les différences entre filles et garçons, on constate que les étudiants n'adhèrent à l'énoncé qu'à 45% face à 60% des jeunes des quartiers paupérisés. La différence entre ces deux groupes est en quelque sorte inversée pour la proposition selon laquelle aujourd'hui le mouvement populaire ne peut renverser la dictature. On peut interpréter qu'acquiescer à l'énoncé de Q. 55 - « Aujourd'hui, le mouvement populaire ne peut pas renverser une dictature » - signifie qu'on est prêt à renoncer à la violence de masse. Au contraire, s'y opposer pourrait vouloir dire que pour renverser une dictature on accepte une certaine violence. Si on suit cette interprétation, on relève que la violence est jugée acceptable par plus de la moitié de la population (54%), tandis que 20% s'y opposent et que 5% sont sans opinion. En comparant les jeunes paupérisés aux étudiants, on relève que 22% des jeunes paupérisés sont en accord avec la proposition (de soumission) tandis que seulement 13 % des étudiants le sont. Plus significative, la réponse négative traduite ici dans « la violence des masses peut renverser une dictature » est le fait de 49% des jeunes paupérisés mais de 61% des étudiants.

On voit se confirmer l'interprétation faite plus haut, les jeunes paupérisés ont une vue négative de la violence. Ils sont donc moins nombreux à voir comment celle-ci pourrait être un facteur positif dans le renversement d'une dictature. Une interprétation complémentaire consisterait à dire que les jeunes paupérisés comprennent moins bien ce

que peut signifier « mouvement populaire ». Cette expression est familière aux étudiants. Ce n'est pas seulement une question de vocabulaire, mais de perception de la réalité. Pour les jeunes paupérisés, mouvement populaire est moins investi de sens. Enfin, une dernière interprétation pourrait être que les jeunes paupérisés sont plus conscients de la « violence établie » d'une dictature. Ils ont une vision plus nette de la difficulté de la renverser. Toutes ces réserves étant faites, soulignons tout de même que, malgré un taux de sans réponse élevé (29% - 25% pour les étudiants), près de la moitié des jeunes paupérisés (49%) refusent l'énoncé (et son ton défaitiste), refus de la fatalité de la dictature et de la violence d'État qu'elle symbolise.

Bloc 2 Politique

Les étudiants universitaires sont plus nombreux à croire qu'il est utile de manifester « publiquement sa souffrance » en participant à des manifestations de rues (Q. 71) : 61% contre 48% de jeunes paupérisés. Ils sont aussi plus nombreux à ne pas voir dans l'État un ennemi (Q. 60, voir graphique 3) : 75% contre 55%. Enfin, les étudiants sont deux fois plus nombreux à affirmer (Q. 38 : 62% contre 32%) qu'il faut juger les anciens dictateurs même au prix d'une remise en cause de la réconciliation nationale.

Graphique 3

En analysant les réponses des jeunes paupérisés (comparaison faite ici pour isoler la variable âge) se dégage une image qui n'est pas l'inverse de celle des étudiants, les traits de cette image ne semblant pas procéder d'un manque d'éducation. D'abord les jeunes paupérisés osent, en quelque sorte, affirmer en plus grand nombre que l'État est un ennemi (30%) alors que seulement 10% des étudiants osent le faire. En même temps, on constate que les jeunes paupérisés sont plus favorables à une certaine transcendance : 39% sont prêts à adhérer à la proposition schmittienne (Q. 67) selon laquelle en situation d'exception, c'est au Président seul de décider, alors qu'au contraire, seulement 16% des étudiants acceptent cet énoncé. Ils sont aussi plus radicaux vis-à-vis de l'étranger. 42% des jeunes paupérisés adhèrent à la proposition selon laquelle les pays étrangers sont riches puisqu'ils volent nos richesses (Q. 27), tandis que ce chiffre baisse à 26% chez les étudiants ; ces derniers étant plutôt en désaccord à 61% avec cette proposition de type anti-impérialiste, face à 44% des jeunes paupérisés. À la question selon laquelle le chef d'État doit nous ressembler (nous les humbles) (Q. 73), les jeunes paupérisés répondent à 68% oui contre 31% d'étudiants.

Dans cette partie, a été neutralisée la variable âge, nous verrons plus loin qu'un profil plus net encore se dégage lorsqu'on isole les catholiques paupérisés. On voit dès maintenant s'opposer deux images, l'une plus « citoyenne », l'autre plus « populiste ».

Par contre, pour certaines questions, on relève peu de différences entre les attitudes des jeunes paupérisés et des étudiants. Il en va ainsi pour la question sur les disparus, celle sur le fait qu'il y a des questions qui ne peuvent être résolues qu'au niveau politique et, enfin, celle affirmant qu'il faut agir pour changer la politique (Q. 63). Pour le moment, notons que pour les deux questions, on constate un engagement politique assez fort, plus ou moins homogène selon les catégories : 58% disent qu'il y a des choses qui ne trouvent

de solution qu'au plan politique (Q. 32) et 82% affirment qu'il faut agir pour changer la politique (Q. 63). Beaucoup de jeunes paupérisés refusent d'acquiescer à l'énoncé selon lequel on ne peut rien faire pour changer la société (72% contre - 23% pour). Ils se trouvent dans une position médiane d'un côté vis-à-vis des paupérisés plus âgés (63% - 34 %) et de l'autre des étudiants (92%- 6%). Par contre, les paupérisés jeunes – de même que les plus âgés du reste - se distinguent clairement des étudiants dans le fait qu'exprimer ensemble sa souffrance peut changer les choses (74% versus 56%). En fait le pourcentage plus élevé de sans réponses parmi les étudiants indique que ceux-ci n'investissent pas cet énoncé d'un même sens (17% contre 5%).

Bloc 3 Forces occultes et persécution

La compréhension des traits d'un côté des étudiants, de l'autre des jeunes paupérisés devient plus profonde lorsqu'on considère les réponses aux questions qui se rapportent aux forces occultes par opposition à la loi, à l'envie par opposition aux forces de l'ordre et à la corruption opposée à la transparence. En fait, cela confirme le fait que les jeunes paupérisés ne se caractérisent pas dans leurs attitudes politiques par le manque d'éducation.

Les étudiants et les jeunes paupérisés se rapprochent sur le fait de croire aux forces occultes : 41 et 45%. On pouvait croire que l'éducation ferait disparaître la croyance dans des forces occultes. Mais ce n'est pas le cas ! Sans doute, les étudiants ont-ils en vue des forces politiques et économiques cachées qui minent la démocratie. Les deux catégories sont également convaincues de l'omniprésence de la corruption : 76 et 74%. Plus étrange, leur peur commune des forces persécutrices à travers l'envie des voisins. Jeunes paupérisés et étudiants sont égaux face à cette peur : 60% (une fois retirés les sans réponses).

Par contre, si aucune différence n'apparaît entre jeunes paupérisés et étudiants, comme nous l'avons vu plus haut, la différence selon l'âge est flagrante. On ne peut donc du tout considérer que les questions n'ont pas de caractère discriminatoire. Qu'ils aient ou non de l'éducation, les jeunes sont largement prisonniers d'un imaginaire des forces occultes. Cet imaginaire se combine de façon différente selon le profil « citoyen » ou le profil « populiste ».

En bref, les différences entre jeunes paupérisés et étudiants sont assez grandes, à l'exception du troisième bloc de questions. Les jeunes paupérisés ont une vision négative de la violence et ils y voient légèrement moins que les étudiants un moyen de transformation sociale. Surtout les garçons qui l'inscrivent moins dans un ordre topique marasme/changement. Par contre, ils considèrent qu'exprimer ensemble leur souffrance est un bon moyen. Leurs aînés encore plus. Se dégage de cette réponse un contour assez remarquable. Surtout lorsque la réponse sur la souffrance est cumulée à d'autres réponses : le fait qu'ils souhaitent une intervention du Président en situation d'exception et en même temps qu'il faut que celui-ci leur ressemble, le fait qu'ils considèrent plus l'État comme un ennemi et enfin leur position plus anti-impérialiste. Se dégage ainsi une série de différences qui font des « non éduqués » un groupe se caractérisant non pas par un manque (d'éducation) mais par des traits positifs. L'expression commune de la

souffrance est beaucoup plus investie de sens pour les paupérisés que pour les étudiants. La violence est ramenée à un ordre topique plus général, celui de la souffrance. Se dessine ainsi, par renvois de sens, un imaginaire politique de la souffrance. On peut relier cet investissement à une série d'attitudes également différentes de celles des étudiants. Appeler un tel modèle populiste est bien imparfait. Manière de marquer la différence avec le contour des étudiants qui est un contour plus citoyen. Le volet sur les forces persécutrices est, jusqu'à un certain point, cohérent avec le populisme. Par contre, on peut s'étonner que les étudiants partagent cet imaginaire des forces invisibles. Mais ils dénoncent implicitement par là le manque de transparence des forces économiques et politiques; il est donc probable que chez eux il y ait moins de connotation magique ou religieuse à l'expression forces invisibles.

Annexe 1. Sur l'échantillon

L'échantillon « par choix raisonné de type quotas » sur lequel reposent les données de la présente enquête est un échantillon où on décide de prendre un certain nombre de répondants de catégories sociales fixées par hypothèse et non en rapport avec leur distribution dans la population totale. Les évangéliques ne sont que 10 à 15% de la population latino-américaines, on décide néanmoins d'en prendre, pour avoir une base numérique de comparaison, un nombre comparable aux catholiques. Les étudiants sont sans doute dans un rapport de 1 à 10 par rapport aux habitants des quartiers paupérisés, mais on décide d'en prendre dans l'échantillon un nombre équivalent aux habitants de quartiers paupérisés. En cela on s'écarte néanmoins peu du modèle strict de l'échantillon par quotas. En effet, dans une enquête classique par quotas, on acceptera par exemple (comme on l'a fait ici) de prendre un nombre équivalent de répondants par pays (même si par exemple le Brésil compte plus de 10 fois le nombre d'habitants du Chili).

L'échantillon est formé de 1638 répondants. La catégorie sociale centrale sur laquelle a été construit cet échantillon est constituée des habitants de quartiers paupérisés urbains. L'autre catégorie – les étudiants – sert principalement de groupe de contrôle pour faire ressortir les traits particuliers des milieux paupérisés. En passant les questionnaires dans les quartiers paupérisés, on visait à toucher une catégorie sociale relativement homogène et représentant en général au moins le tiers de la population urbaine. L'échantillon se divise de moitié entre les deux grandes catégories : 845 « paupérisés » et 793 étudiants. Le mode d'administration du questionnaire entre les deux catégories a d'ailleurs été très différent puisque, dans les quartiers paupérisés, les questionnaires ont été passés par des chercheurs ou enquêteurs de l'équipe, tandis que dans les universités, les étudiants ont rempli eux-mêmes le questionnaire. Dans les quartiers paupérisés préalablement identifiés parce que correspondant au critère de « bidonville d'il y a vingt ans à présent consolidé », les chercheurs et enquêteurs ont été particulièrement attentifs, malgré le caractère accidentel des rencontres, à éviter tout biais systématique dans le choix des répondants. L'effort constant visait à diversifier les répondants pour ne pas sur-représenter une catégorie ou une caractéristique. Ainsi, la valeur de l'échantillon est particulièrement élevée. Dans les universités, le questionnaire a été passé dans quelques salles de cours. La catégorie étudiante aussi a été diversifiée pour éviter les biais possibles, mais par le choix des groupes cours plutôt que des individus. Il y a donc des

quantités sensiblement égales d'étudiants provenant d'universités catholiques et d'universités publiques, il en va de même pour ceux en sciences humaines et en sciences pures dans chacune de ces institutions. Ici et du moins dans ce texte, les quantités à peu près égales ne sont pas considérées dans un rôle comparatif, elles ont plutôt pour fonction de neutraliser l'effet de chacun de ces facteurs : mélangés, ils se diluent. Malgré cela, leurs réponses devinrent intéressantes. Bien qu'un principe de quotas ait été appliqué, la proportion des répondants évangéliques et catholiques et femmes et hommes ne respecte pas le principe du quota. Ces proportions sont celles existant dans les groupes cours.

La seconde distinction centrale de l'échantillon est régie par le critère religieux, elle n'affectait donc que les quartiers paupérisés lors de la cueillette. Les évangéliques sont distingués de ceux appartenant à d'autres croyances. Ils sont distingués en particulier des catholiques. Cette seconde distinction centrale est justifiée par l'essor considérable du pentecôtisme en Amérique latine, notamment depuis 1980. Le pentecôtisme attire environ les trois quarts des évangéliques (par ce terme, on désigne en Amérique latine les protestants). Selon les pays, grâce à cette expansion du pentecôtisme, les évangéliques représentent 5% (Mexique) à 20% (Chili) de la population. Dans notre échantillon, comme on l'a dit plus haut, on a tenté d'obtenir une proportion égale d'évangéliques et de catholiques et ceci quel que soit le pourcentage national de chacun des pays. Ainsi, les répondants évangéliques des quartiers paupérisés sont au nombre de 404 comparés à 359 catholiques (paupérisés) et 82 appartenant à d'autres croyances (y compris agnostiques et athées, mais aussi religion afro-américaine et même bouddhisme). Comme on l'a dit aussi, étant donné le mode d'administration du questionnaire dans les universités, la proportion des évangéliques par rapport aux autres appartenances est celle qui est apparue dans les classes de cours au moment de l'enquête. La distribution est la suivante : 42 étudiants évangéliques et 751 autres étudiants (parmi lesquels la moitié se déclarent catholiques). La comparaison des réponses des étudiants catholiques et des « autres » ne fait apparaître en général aucune différence significative.

Dans chacun des pays, les enquêtes ont été réalisées dans les villes capitales. Une exception cependant, la moitié des questionnaires du Brésil ont été passés à Porto Alegre (retenant par ailleurs pour l'autre moitié, São Paulo, capitale économique du pays). Par milieux paupérisés, on entend des habitants vivants dans ce qui étaient, il y a 20 ou 30 ans, des bidonvilles qui se sont consolidés depuis. Dans ces quartiers, les rues restent souvent chaotiques et les maisons auto construites conservent des sections en bois ou en matériaux précaires. En tout, près de 50 quartiers différents ont été visités afin, encore une fois, d'éviter les biais.

L'échantillon se divise en parts légèrement inégales selon les pays : Argentine, 18,7%, Venezuela 16,2%, Brésil 19,2%, Mexique 25,3% et Chili 20,6%. Le nombre plus élevé de répondants au Mexique procède du fait que dans un premier temps, il y avait une proportion beaucoup trop faible d'évangéliques. Il a fallu faire une seconde « vague » qui est venue s'ajouter à la première. Ceci étant dit, la répartition des résultats par pays n'est pas présentée dans cette étude, elle est explorée ailleurs .

Les efforts de diversification donnèrent de bons résultats, si l'échantillon compte un peu plus de femmes, soit 54.4%, en termes d'âges, c'est assez bien réparti. Dans les quartiers paupérisés, il y a environ moitié-moitié de 30 ans et moins et de 31 et plus (419/379). Au niveau des croyances religieuses, les catholiques représentent la moitié de l'échantillon - moitié des étudiants, moitié des quartiers paupérisés. Par contre les évangéliques sont surtout concentrés dans les milieux paupérisés, tandis que « autres religions » et « agnostiques et athées » sont surtout dans les milieux étudiants.

Les étudiants sont répartis en étudiants d'universités publiques et d'universités catholiques. Chacun de ces deux groupes sont eux-mêmes subdivisés en deux. Ainsi, il y a approximativement 200 étudiants d'universités publiques de sciences sociales et à peu près le même nombre de sciences pures. Dans les universités catholiques, on observe un déséquilibre notable – il y a 252 étudiants en sciences humaines et 138 étudiants en sciences pures.

Annexe 2. L'élaboration de l'instrument de recherche : énoncés d'une enquête d'opinion

Ne sont présentées ici que les réponses à 18 des 67 items d'opinion que contenait le questionnaire. Le choix de ces items se justifie en fonction de l'objectif du présent texte : discerner le jeu des imaginaires de la violence dans l'institution du politique. Pour ne pas alourdir l'exposé déjà assez touffu par la multiplicité des données présentées, ne sont pas retenus les énoncés en rapport avec les imaginaires religieux. Ceux-ci ont été étudiés dans un autre texte . Le questionnaire comportait par ailleurs 24 autres items dont plusieurs items d'identification pris en compte ici dans les catégories : genre, âge, appartenance religieuse, milieux sociaux, etc. Au total le questionnaire comportait 91 items.

Au départ de la recherche, des indicateurs ont été cherchés pour tenter de suivre l'influence sur l'opinion de deux axes sémantiques principaux : transparence/forces occultes et immanence/transcendance . Ces axes renvoient à la manière dont on peut concevoir les imaginaires politiques. Notre correspondant au Brésil ayant cru que ces indicateurs constituaient des choix à soumettre aux répondants, ces indicateurs après les avoir testés dans une pré-enquête figurent encore sous forme transformée dans la section « orientations thématiques » du questionnaire définitif, soit les items 83 à 91.

Après avoir repéré des indicateurs, l'équipe de recherche a tenté de recueillir dans des énoncés stabilisés ou dans des énoncés recueillis dans des récits de vie lors de recherches antérieures des propositions qui pouvaient être soumises aux sujets de la pré-enquête et ensuite de l'enquête et auxquels ils pouvaient marquer leur ACCORD ou leur DÉSACCORD. On a aussi puisé quelques énoncés dans des enquêtes antérieures dont celle de Houtart et Remy .

Dans plusieurs cas, on a dû inverser l'assertion pour que n'apparaisse pas un cadre normatif auquel les répondants se sentiraient tenus de répondre positivement. Exemple la question 71 : Manifester publiquement dans la rue n'est pas une façon d'exprimer notre souffrance. Selon ces transformations, les répondants ne pouvaient discerner aucune attente de la part de l'intervieweur.

Dans le contexte de cette enquête, il était impossible de fixer un sens univoque aux énoncés sous peine de se couper des différences de sens selon les pays et selon les catégories. Il fallait donc être attentif aux fluctuations de sens, et tenter de les comprendre plutôt que de les ignorer. En étudiant différents sens et en les mettant en rapport avec les caractéristiques des répondants, on en arrive à identifier des zones stabilisées de «renvois de signification». L'objectif de l'étude est, répétons-le, de suivre, à travers des différences significatives selon les catégories, les renvois de signification.

Annexe 3. Avertissement sur la validité des interprétations : un premier élargissement à la sous-population

S'agissant d'un échantillon «par choix raisonné de type quota», certaines précautions méthodologiques doivent être rappelées pour pouvoir attribuer une interprétation correcte aux variations quantitatives selon les catégories. Les données traitées sont issues de questionnaires, mais le traitement appliqué ne correspond pas à une étude statistique : il ne procède pas par inférence statistique et l'échantillonnage n'est pas probabiliste. Par là, il faut comprendre que la généralisation aux différentes sous populations (jeunes catholiques, « vieux » évangéliques...) ne correspond pas au raisonnement habituel des études quantitatives. Ainsi, il ne sera pas question de la marge d'erreur ni de corrélation.. Aussi, il ne sera pas possible de traiter d'une seule catégorie de répondants sans la comparaison avec les autres. Pour un énoncé, la majorité d'accords ne veut pas dire grand chose en soi, ce résultat devient important lorsqu'il s'accompagne d'une majorité de désaccords pour toutes les autres catégories au sein de cette même enquête. Ce sont donc les contrastes qui nous intéressent. Par extension, les totaux d'accords ou de désaccords pour un énoncé n'ont pas de signification précise, tout au plus, peuvent-ils être interprétés comme des indications de la tendance centrale des différentes catégories réunies. Cependant, l'attention portée à la diversification des catégories et la rigueur de l'analyse n'ont rien à craindre face à la «scientificité probabiliste».

Pour assurer cette validité, les caractéristiques retenues comme pertinentes à l'analyse doivent avoir un écart d'à peu près dix pourcent et plus ($\geq 10\%$) avec les autres catégories. Sous cette limite, le risque est trop grand pour s'avancer. L'écart de 10% est un choix conservateur, il provient de la grandeur d'un intervalle de confiance pour une marge d'erreur de 5%. Comme les analyses présentées ici incluent toujours des comparaisons entre deux groupes de répondants, il faut doubler la marge d'erreur afin d'assurer cette même validité. Le choix d'une telle marge d'erreur rend l'analyse plus solide, car cette analyse est purement comparative, c'est l'aspect relatif des catégories entre elles qu'il faut retenir.

Bibliographie

Althusser, Louis, « Idéologie et appareils idéologiques d'État », Positions, Paris, Éditions sociales, 1976.

Bourdieu, Pierre & Wacquant, Loïc, Réponses... Pour une anthropologie réflexive, Paris, Seuil, 1992.

Braud, Philippe (dir.), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris, l'Harmattan, 1993.

Castoriadis, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.

Castoriadis, Cornelius, *Domaines de l'homme, Les carrefours du labyrinthe Tome 2*, Paris, Seuil/Essais, 1986.

Corin, Ellen, « À la recherche d'une figuration : L'imaginaire-écrans », *Cahiers des imaginaires*, Vol. II, N° 2, février 2004.

Corten, André, *Le pentecôtisme au Brésil : émotion des pauvres et romantisme théologique*, Paris, Karthala, 1995.

Corten, André & Mary, André (dir.), *Imaginaires politiques et pentecôtismes: Afrique/Amérique latine*, Paris, Karthala, 2001.

Corten, André, « Imaginaire de la vie ordinaire en Amérique Latine : cadre conceptuel », *Cahiers des imaginaires*, Vol. I, N° 1, novembre 2003, [En ligne] www.gripal.ca

Corten, André, Chiasson-Lebel, Thomas, Huart, Catherine, Chapût, Éliane, « Clôture du politique et imaginaires : la lunette des enquêtes d'opinion », in *La clôture du politique en Amérique latine : imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, à paraître en 2005.

Durand, Gilbert, *L'imagination symbolique*, Paris, Quadrige/PUF, 1964.

Freston, Paul, *Evangelicals and Politics in Asia, Africa and Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

Goirand, Camille, « Violence et démocratie en Amérique latine », dans Couffignal, Georges (dir.), *Amérique latine 2002*, Paris IHEAL, 2002 : 13-38.

Goirand, Camille (dir.), *Violences et contrôle de la violence au Brésil, en Afrique et à Goa*, Lusotopie 2003, Paris, Karthala, 2003.

Hobbes, Thomas, *Léviathan, Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile*, Paris, Sirey, 1971.

Laclau, Ernesto et Mouffe, Chantal, *Hegemony & Socialist Strategy : Towards a Radical Democratic Politics*, London, Verso, 1985.

Laclau, Ernesto, *New Reflections on The Revolution of Our Time*, London, Verso, 1990.

Laclau, Ernesto, *La guerre des identités : grammaire de l'émancipation*, Paris, La découverte/ M.A.U.S.S., 2000.

Laclau, Ernesto, « Existe-t-il une clôture du politique? », in La clôture du politique en Amérique latine : imaginaires et émancipation, Paris, Karthala, à paraître en 2005.

Lebot, Yvon, Violence et modernité en Amérique latine, Paris, Karthala, 1994.

Martin, David, Tongues of Fire : The Explosion of Protestantism in Latin America, Oxford, Blacwell, 1990.

Puger, Janine & Kaës, René (dir.), Violence d'État et psychanalyse, Paris, Dunod, 1989.

Schmitt, Carl (1922), Théologie politique, Paris, Gallimard, 1988.

Schmitt, Carl (1927), La notion du politique, Flammarion, 1992.

Schmitt, Carl (1932), Du politique, « Légalité et légitimité » et autres essais, Puiseaux, Pardès, Révolution conservatrice, 1990.

Sorel, Georges, Réflexions sur la violence, Paris, Seuil, 1990.

Stoll, David, Is Latin America Turning Protestant? The Politics of Evangelical Growth, Berkeley, University of California Press, 1990.

Strauss, Léo, Droit naturel et histoire, Paris, Champs Flammarion, 1986.

Weber, Max, Économie et société Tome 1, Paris, Plon/ Pocket, 1995.